

Le 6 juillet 2023

Nuisances sonores et environnementales du trafic aérien : les élus de Thonon Agglomération déclinent l'invitation d'Aéroport de Genève

Ce vendredi 7 juillet, une délégation d'élus de la Haute-Savoie et de l'Ain est conviée par les dirigeants de l'Aéroport de Genève, à l'occasion d'une rencontre officielle et d'une visite des infrastructures aéroportuaires. Les élus de Thonon Agglomération invités, maires et élus des communes frontalières les plus impactées par le trafic aérien, ont pris la décision de décliner cette invitation.

Les communes de l'agglomération, dont celles proches des rives du Léman, connaissent en effet une amplification des nuisances sonores et environnementales liées à l'activité aéroportuaire. Par cet acte, bénéficiant du soutien de parlementaires haut-savoyards, les maires et élus des communes concernées souhaitent dénoncer le non-respect des accords internationaux en matière de survol. L'inquiétude est d'autant plus grande au regard des volontés de croissance du trafic aérien par cet aéroport, alors que les cadences se resserrent toujours plus et que de nombreuses infractions sont constatées malgré le retour au fonctionnement normal de l'aéroport.

Les élus dénoncent principalement le non-respect des trajectoires de décollage/atterrissage - et notamment de la procédure d'approche en phase d'atterrissage -, des survols à basse altitude, ainsi que des horaires de vols réglementaires parfois non respectés (6h/minuit), générant des nuisances sonores et dont les niveaux dépassent très régulièrement les seuils autorisés. De nouveaux relevés vont d'ailleurs être réalisés prochainement grâce à la réinstallation de l'antenne dédiée sur la commune de Nernier.

Dernier point de forte tension qui mobilise les communes françaises riveraines de l'aéroport : les impacts environnementaux et de santé publique liés aux rejets de kérosène, avec des dépôts de résidus sur les toitures, terrasses, mobiliers extérieurs...

En 2018 déjà, dans le cadre d'une consultation engagée par l'OFAC (Office Fédéral de l'Aviation Civile) autour du PSIA (Plan Sectoriel de l'Infrastructure aéronautique), Thonon Agglomération et ses communes avaient exigé que la question des trajectoires sur le Bas-Chablais soit traitée, avec la volonté de les faire respecter. Elle s'était également exprimée contre l'autorisation de vols de nuit, reportée de 22h à minuit, aujourd'hui effective. Ces problématiques sont, depuis, régulièrement soulevées.

Depuis 2020, aucun temps de concertation n'a plus été organisé, alors que ceux-ci relèvent de l'initiative française telle que formulée dans l'accord franco-suisse sur la gestion de l'espace aérien français. C'est pourquoi, ce printemps dernier, les parlementaires - sénateurs et députés de Haute-Savoie -, ont à nouveau été interpellés sur ces questions, notamment, par l'intermédiaire de l'AFRAG (Association Française des Riverains de l'Aéroport de Genève). Ces préoccupations seront d'ailleurs exposées dès la semaine prochaine aux ministères concernés à l'occasion de plusieurs entretiens prévus de longue date (transition écologique et transport, notamment).

Si les élus reconnaissent l'intérêt majeur de l'Aéroport de Genève et que celui-ci constitue une composante essentielle du dynamisme économique et touristique de l'ensemble de la région transfrontalière, des actes forts de concertation et, plus encore, d'amélioration, sont attendus autour des diagnostics établis.